



HAL
open science

Réforme économique et transformations sociales

Sylvaine Trinh, Jiří Musil, Ivan Mucha, Zdeněk Strmiska, Vladimír Krivý, Jiří Večerník, Pavel Kuchař, Petr Matějů

► **To cite this version:**

Sylvaine Trinh, Jiří Musil, Ivan Mucha, Zdeněk Strmiska, Vladimír Krivý, et al.. Réforme économique et transformations sociales : Cahiers du CEFRES N° 1, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie. Cahiers du CEFRES, 1992, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie, 1f., pp.12. halshs-01168646

HAL Id: halshs-01168646

<https://shs.hal.science/halshs-01168646>

Submitted on 26 Jun 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cahiers du CEFRES

N° 1, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie
Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux, Fabrice Martin (Ed.)

Sylvaine TRINH, Jiří MUSIL, Ivan MUCHA, Zdeněk STRMISKA, Vladimír
KRIVÝ, Jiří VEČERNÍK, Pavel KUCHAR, Petr MATĚJŮ
Réforme économique et transformations sociales

Référence électronique / electronic reference :

Sylvaine Trinh, Jiří Musil, Ivan Mucha, Zdeněk Strmiska, Vladimír Krivý, Jiří Večerník, Pavel Kuchař, Petr Matějů, « Réforme économique et transformations sociales », Cahiers du CEFRES. N° 1, La faisabilité socio-politique de la réforme économique en Tchécoslovaquie, Olivier Bouin, Marie-Elizabeth Ducreux, Fabrice Martin (ed.).

Mis en ligne en / published on : décembre 2010 / december 2010

URL : http://www.cefres.cz/pdf/c1f/trinh_1992_transform_sociales.pdf

Editeur / publisher : CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE

<http://www.cefres.cz>

Ce document a été généré par l'éditeur.

© CEFRES USR 3138 CNRS-MAEE



Réforme économique et transformations sociales

Compte-rendu de la table ronde du 21 avril 1992

Réformes économiques et acteurs sociaux

S. Trinh, Université Paris 9 et CADIS/EHESS

S'il est difficile de définir la sociologie, on peut dire que son objet n'est rien d'autre que l'étude des relations sociales. Cela signifie qu'en tant que sociologue, je ne puis expliquer une "attitude" sociale en m'appuyant sur une situation "objective". Autrement dit, une situation politique, culturelle ou économique ne peut être que le résultat de relations sociales. Nous observons dans cette partie du monde un "changement" d'une grande importance, terme volontairement très neutre. Ce "changement" concerne simultanément les niveaux économique, politique, social, culturel et individuel. Il nous impose de séparer la théorie de la pratique. On peut ainsi se demander s'il y a, théoriquement, un niveau plus important qui permettrait d'expliquer tous les autres. Par exemple, pouvons-nous dire aujourd'hui que la complète décomposition de l'économie planifiée a provoqué l'implosion de l'ordre politique? Ou bien pouvons-nous affirmer qu'en raison de l'effondrement des régimes communistes, il y a eu un effondrement social? Il s'agit d'un point théorique important de ne pas considérer l'économique ou le politique comme des champs qui existeraient en dehors de la société. L'économique ou le politique ne sont pas des objets; ils sont d'emblée dans la société; ils entrent immédiatement dans l'espace des rapports sociaux. Ces affirmations d'ordre théorique n'empêchent pas que l'on puisse observer dans la pratique des changements visibles d'abord au niveau politique et/ou économique et ensuite des changements sociaux, ou l'inverse.

Quel statut accorder au "changement" que nous observons. Peut-on parler d'un type d'anomie, pour lequel nous serions capables de trouver des causes et d'espérer des explications, voire des solutions possibles? Assistons-nous à une crise, crise qui serait vue comme une panne technique enrayant un système? Probablement pas. Nous ne pouvons plus parler d'une transition douce entre un type de société et un autre. Nous devons voir beaucoup plus que cela dans ce "changement": la déstructuration complète du système politique et économique, déstructuration totalement articulée à la décomposition de la société. En effet, l'un des problèmes centraux est celui de la naissance de nouveaux acteurs sociaux, de leurs conditions d'existence et de leur rôle dans la construction d'une nouvelle société.

On peut se demander si une nouvelle génération d'entrepreneurs peut apparaître puisque aucune réforme économique visant à introduire l'économie de marché ne peut prétendre à l'efficacité, tant que des entrepreneurs ne viennent pas relayer cette réforme. La déstructuration du système économique ne mène-t-elle pas directement au désordre, à la spéculation, au marché noir, à la criminalité, à la naissance de nouvelles mafias, plutôt qu'à l'investissement et la mise en place d'un système concurrentiel? De surcroît, l'apparition de cette nouvelle génération d'entrepreneurs n'est pas aisée dans les sociétés où l'Etat a longtemps imposé un mode d'organisation et de représentation unique, empêchant l'existence sociale des entrepreneurs et des syndicats, c'est-à-dire refusant l'apparition de modifications de ce mode unique, voire de contestations de celui-ci à travers des rapports sociaux conflictuels.

Ce dernier point signifie qu'un acteur social ne peut être défini uniquement par son identité. Il faut le voir sociologiquement inscrit dans un champ de rapports sociaux, dans un système de relations inégales où, comme Alain Touraine l'a écrit à maintes reprises, le niveau de l'historicité se construit à travers l'opposition entre les acteurs. La mise en place institutionnelle des formes politiques de la démocratie va de pair avec la naissance d'acteurs sociaux capables de faire émerger entre eux des débats. Les transformations économiques seraient dénuées de sens sans la mise en place d'un nouveau cadre politique et sans la naissance d'une société civile, sociologiquement indépendante de l'Etat et capable de nourrir en son sein des acteurs entre lesquels existent des tensions. Ces tensions témoigneraient de la capacité d'une société à proposer des choix dans les domaines culturels, politiques ou économiques.

Au delà de la destruction des modèles précédents, identifier les forces capables de construire une nouvelle société constitue la seule véritable question de fond. Les régimes communistes ont cherché à détruire l'autonomie des acteurs sociaux. Aujourd'hui, l'émergence du pluralisme politique qu'accompagne

l'apparition de multiples partis politiques ne nous enseigne rien sur la naissance d'une société civile. Elle ne signifie pas la reconstruction d'une dynamique interne au plan social et politique, que l'on pourrait identifier à la démocratie. Il faut mener plus loin et plus précisément la réflexion sociologique, et le fait que la recomposition du système politique vienne avant l'organisation des acteurs sociaux ne doit pas nous empêcher de chercher à identifier les nouveaux acteurs sociaux, leurs conditions d'émergence et d'existence.

Il n'y a aucune raison de penser qu'une seule voie peut mener à la démocratie; de nouvelles formes et définitions de la démocratie se créent peut-être sous nos yeux. En outre, partout où il y a des ressources se trouvent des élites pour en garder le contrôle dans leur propre intérêt, ce qui conduit directement à l'accroissement des inégalités, à la marginalisation de catégories sociales entières et parfois à l'exclusion. La naissance d'acteurs sociaux capables de proposer des choix et donc d'exercer un contrôle sur le développement est en conséquence une nécessité incontournable.

Les institutions sociales indispensables pour la réussite de la réforme économique **J. Musil, Directeur de l'Institut de sociologie, ČSAV**

Je commencerai par une apparente trivialité: la transformation d'une économie planifiée et centralisée en une économie de marché a une dimension sociale qui demeure quelque peu négligée. En Tchécoslovaquie, cette dimension sociale est intrinsèquement liée aux conséquences de la révolution de 1989. Le moteur des changements a été une lutte politique, en premier lieu pour conquérir la liberté, pour acquérir une dignité humaine élémentaire, pour pouvoir choisir nos formes d'existence, pour prendre part au pouvoir et participer aux décisions. Je ne sous-estime pas les autres facteurs, notamment l'insatisfaction économique, les problèmes technologiques et écologiques croissants... Si le calme social règne jusqu'ici en Tchécoslovaquie, et dans bien d'autres pays, comme la Hongrie, c'est grâce à l'accord de larges couches de la population avec les impulsions essentielles des changements de 1989. Ces changements avaient pour finalité de mettre en place et de maintenir la démocratie. En outre, toutes les expériences du XXème siècle, qu'elles fussent politiques ou analytiques, n'ont cessé de montrer que la condition sine qua non, mais non point suffisante, de la démocratie, était l'économie de marché. Pourtant l'existence du marché ne garantit pas automatiquement les processus démocratiques. La mise en place d'institutions politiques et une politique sociale active sont parfaitement indispensables. Les conditions d'une démocratie viable et durable résultent, d'une part, de l'interaction entre les effets de l'économie de marché et l'action des institutions politiques, et, d'autre part, des résultats de la politique sociale.

Les sociologues tiennent compte du fait que les processus sociaux se composent d'éléments non interchangeables, ni irréductibles. Il est nécessaire de distinguer deux politiques: la politique économique, et la politique sociale, sachant qu'on ne saurait considérer cette dernière comme un simple appendice de la politique économique ou du scénario de la réforme politique. Elles doivent être dans le même temps vues séparément et globalement. Que recouvre l'économique, qu'est-ce qui est intermédié par le marché, qu'est-ce qui est marchand? Les économistes sont mieux outillés pour mener ces réflexions parce qu'ils construisent un modèle, une représentation idéale dotée d'une cohérence interne. Mais les sociologues relativisent ces modèles simplifiés, qui permettent de pénétrer dans le réel comme dans une construction. Ils ne cessent de parler de contexte, de conditions, perturbant l'univocité de ces modèles, les ouvrant sur le réel. Lorsque l'on considère les concepts concrets d'habitat, d'infrastructure, d'environnement dans la société moderne, j'ai invariablement l'impression qu'un modèle économique n'est pas capable de saisir le fonctionnement de ces déterminants de notre existence. Un autre exemple: l'exploitation de la terre. Les grands économistes libéraux comme Clark soulignent que l'exploitation de la terre ne peut être livrée aux seuls mécanismes du marché. Les concepts trahissent souvent une certaine confusion, et dépendent alors considérablement de la position politique adoptée.

Il faut mettre cela en perspective avec la temporalité de la transformation. Klaus Offe distinguait trois modes de régulation de la société: la transformation constitutionnelle (définition de l'identité et de l'Etat), la transformation économique, la transformation culturelle qu'il entend comme un passage à la société civile.

Si ces trois modes de régulation ne concordent pas dans le temps -- par exemple, si la réforme économique est mise en oeuvre sans que soit réglée la question de l'identité ou de la définition de l'Etat -- des obstacles aux réformes apparaîtront. La Tchécoslovaquie en est un exemple classique. A cause du manque de clarté et de l'aspect provisoire de la constitution, nous ne cessons de trébucher à la moindre décision économique concrète, au moindre problème. La transformation politique, économique et culturelle durera plus longtemps que prévu. Cette durée, comme tout changement, exige une mobilisation d'énergie qui vient de l'intérieur ou de l'extérieur. Je pense que nous ne recevrons pas beaucoup de l'étranger, les ressources devront être trouvées essentiellement à l'intérieur.

Tentons de définir de nouvelles institutions sociales. Comment atteindre un emploi maximal avec une inflation acceptable? Pourquoi rechercher un emploi maximal? Le chômage est principalement une affaire structurelle et, en partie seulement, une affaire individuelle. Il importe de garder présent à l'esprit le déclin du rôle de l'emploi et du travail pour les individus dans la société d'aujourd'hui, déclin intervenu au cours des dernières années. Rappelons les thèses sur la perte de signification du travail dans le système des valeurs, dont on voit qu'elles n'étaient dans une large mesure qu'une construction intellectuelle. Nous ne possédons en effet pas d'études sociologiques approfondies sur le chômage, tout au plus des statistiques.

La frontière entre sociologie et économie est ici fortement marquée. Les économistes disposent d'instruments macro-économiques, monétaires et fiscaux, mais la valeur humaine revêt une importance infinie. Une politique sociale systématique, centrée sur le travail, offre la possibilité d'établir un équilibre entre inflation et emploi. Différents éléments sont à prendre en considération. La coordination entre employeurs en ce qui concerne les salaires offerts est à même de réduire la concurrence et modifier les forces de marché. La position des employés dans les négociations salariales est d'autant plus forte que les syndicats sont bien organisés et comptent de nombreux adhérents. Les pressions sur les salaires peuvent être limitées par la coordination entre syndicats de leurs revendications salariales. La forme et le caractère des indemnités de chômage sont importants. Dès lors que la durée de versement des allocations a été raccourcie, le chômage a commencé à diminuer. Dans une certaine mesure, il a été pris en charge par d'autres formes d'aide sociale. Néanmoins, dans certains pays où les indemnités de chômage sont moins généreuses, d'autres évolutions se sont faites jour. Je termine en renvoyant au rôle positif des mesures gouvernementales: la reconversion et l'information sur le travail, d'après les expériences satisfaisantes des pays européens qui sont passés à une politique active de l'emploi.

Le problème de changement de domicile, de mobilité est un présupposé du fonctionnement d'une économie de marché. Nous ne savons pas clairement dans quelle mesure nous appartenons culturellement à cette partie de l'Europe, où l'on donnera la préférence au mouvement du travail vers les gens plutôt qu'à celui des gens vers le travail. En outre, les analyses des villes en crise prouvent que ceux qui déménagent sont plutôt les élites, les catégories supérieures, tandis que les plus touchés par la crise restent dans les régions en crise. Ce phénomène exige de la compréhension et la définition d'instruments visant à accroître soit la mobilité des gens, soit celle des offres d'emploi. Ainsi la combinaison d'une politique régionale et d'une politique de l'emploi est-elle une condition institutionnelle nécessaire. Relier la politique du logement à celle de l'emploi relève d'une approche similaire. Il est aussi nécessaire de prendre en considération la dépendance de la politique salariale vis-à-vis de la privatisation, de la libération des prix, de l'équilibre du marché, de l'harmonisation de la politique du logement. Enfin, l'analyse sociologique du comportement des entreprises met en évidence le fait que la stabilisation macro-économique ne garantit pas une société stable, si elle n'est pas accompagnée de transformations au niveau des entreprises.

Est-il définitivement décidé que la structure de la propriété ne revêtira d'autre forme que celle de la propriété privée? Dans quelle mesure laissons-nous de côté le problème des entreprises d'Etat qui fonctionnent (et pas si mal) et la question de leur existence? Que font les sociologues des formes coopératives et autogestionnaires qui connaissent ces dernières années, dans nombre de pays, une vivacité étonnante?

Dans le cadre des problèmes généraux liés à la transition, il existe un autre dilemme: la nécessité d'un Etat fort pour appliquer les réformes et celle d'un Etat permettant le développement d'une société civile. Une fois l'objectif défini, comment y parvenir sans un Etat fort? Le schéma libéral simpliste du XIXème siècle -

- lutte contre un Etat féodal, contre le corporatisme -- ne s'applique pas; à moins qu'une telle analogie ne se justifie parce qu'il s'agirait d'une lutte contre un nouveau féodalisme et exigerait une attitude plus ferme?

Ma dernière remarque concerne le néo-corporatisme et les grands choix politiques et socio-économiques devant lesquels nous nous trouvons. Je pense que la Tchécoslovaquie est, avec la Hongrie et la Bulgarie, l'un des trois pays d'Europe centrale et orientale à avoir systématiquement introduit le néo-corporatisme, par le biais d'un système tripartite qui signifie une négociation permanente entre employeurs, employés et gouvernement. Ici, je voudrais poser une question aux théoriciens: dans quelle mesure ce système tripartite existe-t-il chez nous pour la seule raison que nous appartenons à la sphère austro-hongroise, où une société corporative existe traditionnellement? Ce système revêt une forme moderne et fonctionne dans des sociétés très différentes, aux Pays-Bas, en Autriche, où la société est en un certain sens divisée en camps, et encore en Allemagne de l'Ouest, où il existe un système triangulaire relativement stable qui repose sur des négociations permanentes et sur la nécessité d'aboutir à des accords. Du point de vue politique, cela permettrait le passage du centralisme à la démocratie. Ce système, et les institutions qui en dépendent, supposent -- ce qui nous semble difficilement acceptable -- une grande coalition, un droit de veto des principaux partenaires et la nécessité constante de rechercher un consensus au prix de compromis. En Tchécoslovaquie, si l'on parvenait à renforcer ce système, nous pourrions réaliser beaucoup de choses. Cela créerait avant tout un climat plus propice à la réforme économique. Une politique active ne devrait pas aboutir à des institutions partielles, mais atteindre la sphère des macrostructures, des conceptions de l'Etat et de son fonctionnement.

La nouvelle législation et son impact social

I. Mucha, Faculté de droit, Université Charles

La transformation sociale de notre société qui repose essentiellement sur la mise en oeuvre de la réforme économique nécessite l'émergence d'une nouvelle législation. L'objectif de la réforme économique est clairement défini: il s'agit de renouveler les relations économiques. Pour atteindre cet objectif, les seules mesures d'ordre économique sont insuffisantes, des mesures législatives s'avèrent indispensables. En effet, ce qu'il est impossible d'imposer dans le domaine économique doit être réalisé politiquement par des voies juridiques et législatives. La nouvelle législation assure un lien important entre le système économique et le système social.

Ce schéma fondé sur l'idée d'un traitement économique et politique rationnel est soumis à de multiples facteurs qui le modifient. La simple mise en oeuvre d'une nouvelle législation se heurte à de nombreux obstacles. Actuellement, l'Etat tchécoslovaque n'est ni une institution au fonctionnement rationnel, ni un système autonome et autorégulateur d'une société moderne. Cette situation caractérise tous les Etats dans les sociétés post-socialistes. La pratique du pouvoir politique sous le régime communiste d'imposer, grâce au parti unique, la législation incite certains partis politiques, dans le contexte actuel, à envisager un comportement similaire. Ils considèrent que la politique devrait être exploitée de manière rationnelle en fonction des décisions d'une élite technocratique ou d'un groupe d'experts. Cette analyse est fondée sur des critères principalement, sinon exclusivement, économiques. Toutefois, à l'instar de l'économie, le politique n'est qu'un sous-système de la société, et non la société toute entière.

Notre société n'est toujours pas une société moderne. D'aucun considère que la rationalité, économique et politique, devrait aboutir à une législation assurant sur le plan juridique une transition rapide vers une société moderne. De tels présupposés sont acceptés par toute la scène politique. Dans le contexte actuel, l'ODS (Parti démocratique civique) apparaîtrait alors comme le seul parti capable de réaliser "rapidement ce processus rationnel". La recherche d'une légitimation juridique des décisions politiques conduit à s'interroger, en cette période pré-électorale, sur la nature du système politique futur. Dès lors que ce processus devient l'affaire d'un seul parti, il détermine l'évolution post-électorale en donnant lieu à un combat politique autour de l'introduction de nouvelles lois. Une telle situation pourrait conduire à l'ébranlement de l'intérêt de toute la société pour la transformation sociale, voire à la prise en main par le parti politique dominant de la réalisation de changements progressifs.

La nouvelle législation ne devrait pas être exclusivement soumise aux intérêts économiques, à la rationalité économique et politique. Il s'agit d'une transformation sociale concernant un champ d'intérêts plus vaste. L'essence du politique devrait être de créer les conditions du développement d'un système rationnel du droit, c'est-à-dire de créer un système juridique moderne. La finalité de la législation doit être soumise à l'épreuve de la réalité, de la motivation et de la réalisation des intérêts présumés.

Tout nouvel ordre législatif suscite de nombreux conflits, notamment dans une société post-socialiste en lente évolution, au sein de laquelle les changements législatifs radicaux ne coïncident pas avec l'émergence de nouvelles forces dynamiques, de nouveaux groupes sociaux. On assiste plutôt à une transformation des anciens "groupes économiquement forts" que la gestion bureaucratique et idéologique de l'Etat freinait dans leur développement. La nouvelle législation, symbole de l'Etat post-socialiste, accroît paradoxalement la différence qui existait déjà entre les groupes économiquement forts et les groupes économiquement faibles. En règle générale, d'un côté comme de l'autre, il s'agit toujours des mêmes.

L'impact social d'une nouvelle législation poursuivant des objectifs politiques ou économiques est dangereux. Cette nouvelle législation devrait tenir compte des intérêts plus larges de la population. Toutefois, ces intérêts ne sont ni cernés par la sociologie, ni articulés du fait de l'absence prolongée d'échange et de communication. Aujourd'hui, des signes de cette articulation apparaissent dans les diverses revendications nationales ou celles émanant de groupes spécifiques, malheureusement interprétées comme des revendications politiques. Le règlement de ce problème est recherché en recourant automatiquement à des mesures législatives, en faisant appel à la finalité, la rationalité ou l'effectivité politico-économique. Ces questions d'articulation des intérêts ne peuvent pourtant être ni résolues, ni même formulées par le prisme législativo-politico-économique.

Ainsi est-il indispensable de tenir compte de la rationalité des décisions individuelles dans la vie quotidienne, rationalité qui a peu évolué depuis 1989. En effet, "les modèles de comportement et de décision" ne peuvent évoluer qu'avec lenteur alors que les changements politiques et économiques peuvent s'effectuer rapidement. La nouvelle législation doit garantir, au-delà d'un nouveau type de rationalité économique et politique, les décisions individuelles. Ceci signifie prendre en considération le champ des réalités sociales et prévoir l'impact possible des changements législatifs, ce que l'on omet de faire aujourd'hui.

Culture politique et sociale dans la transformation des sociétés post-communistes

Z. Strmiska, IRESCO/CRESPO

De nombreux observateurs occidentaux pensaient que la plus grande source de difficultés dans les sociétés post-communistes seraient les problèmes économiques. Cette attente s'est confirmée, même si les problèmes politiques de la société tchèque n'en sont pas moins importants. La lutte contre le régime communiste a conduit en novembre l'avènement d'un mouvement unitaire (le Forum civique), qui a entravé l'émergence de structures pluralistes, caractéristiques des sociétés démocratiques modernes. Les partis politiques qui existaient en dehors de ce mouvement ne jouaient pas un rôle comparable, ni même égal. La société a conservé pendant plus d'un an cette forme qui lui semblait avantageuse pour combattre les "vieilles structures" et pour résoudre les problèmes de bipolarisation gauche-droite. Le Forum civique a permis en son sein la constitution d'une classe politique dans laquelle la droite occupe une place hégémonique, la gauche ne disposant que d'une représentation minoritaire, dans la mesure où elle n'est pas apparue, aux yeux de l'opinion publique, être une force suffisamment forte pour lutter contre l'héritage du communisme. Son existence n'a toutefois pas permis de cerner les problèmes qui divisaient la société, en produisant l'illusion d'un consensus artificiel et en retardant l'essor du débat et de la pensée politique.

La différenciation gauche-droite s'est finalement produite sous une forme radicale. La conception de la démocratie comme moyen d'exprimer et défendre ses propres intérêts l'a emporté sur la conception normative qui entend la démocratie comme un ensemble de principes objectifs universels. La lutte contre le

communisme et ses influences est ainsi devenue partie intégrante de la tactique politique et de la lutte pour le pouvoir. Le fait de privilégier les intérêts particuliers et de courte durée a empêché une grande partie de la classe politique, de gauche comme de droite, de comprendre l'idée presque banale qu'il est impossible de maintenir la démocratie sans un consensus général sur ses valeurs fondamentales. Dans les circonstances actuelles, il est difficile de considérer la démocratie tchécoslovaque comme étant stabilisée ou à l'abri de menaces.

Les changements politiques intervenus depuis novembre 1989 sont néanmoins essentiels. Il existe maintenant une structure politique pluraliste, la sphère économique est libérée des pressions "politocratiques" et le respect des droits de l'Homme s'impose. Un des principaux obstacles à l'épanouissement de la démocratie demeure cependant la conception étroite que les hommes politiques en ont, à la fois négation et continuation de certaines pratiques utilisées par le régime communiste. La vie politique souffre en effet d'une grande faiblesse dans la formation des conceptions et projets de politique générale. Les processus de décision des instances dirigeantes sont imparfaitement rationnels et exposés aux pressions des intérêts particuliers, suscitant des interrogations dans l'opinion publique. Le débat public se déroule de manière chaotique et ne contribue pas à la formation d'un consensus sur les questions fondamentales. Une grande partie de l'opinion publique est en conséquence déçue par la pratique des hommes politiques. L'intérêt pour la politique baisse, nombre de gens ne savent pas pour qui voter et pensent que "les politiciens ne sont pas assez expérimentés", "ils ne s'intéressent qu'à leurs propres intérêts", "la politique est sale". Les effets négatifs des erreurs politiques ne sont pas aussi forts qu'en Pologne ou en Hongrie. L'intérêt pour la politique demeure à un niveau élevé. En Tchécoslovaquie, l'abstention aux élections parlementaires ne sera pas aussi forte qu'en Pologne ou que lors des élections locales en Hongrie.

Les transgressions ou les crimes contre les droits de l'Homme et des citoyens sous le régime communiste sont sans conteste une réalité que l'on ne peut omettre. Il est désirable que toutes les conséquences juridiques en soient tirées. Ces crimes peuvent être jugés dans le respect du droit par des tribunaux indépendants sur la base d'activités concrètes et prouvées de certaines personnes sans culpabilité collective. Les principes d'un Etat de droit, une justice indépendante et le respect de ses pouvoirs sont des conditions fondamentales du développement de la démocratie. Le Ministère de l'Intérieur et la police ne peuvent pas remplacer le système judiciaire dans ces questions si importantes. Il est regrettable que non seulement de nombreux citoyens mais aussi de nombreux responsables politiques se laissent emporter, notamment en ce qui concerne les lustrations, par des réactions affectives, par des modes, par des calculs intéressés derrière lesquels se cachent une mauvaise conscience, une culpabilité liées à leurs propres faiblesses et à leurs actions passées.

Selon diverses enquêtes, l'orientation vers l'économie de marché est largement acceptée par la société tchécoslovaque. Par exemple, l'enquête sur la culture politique des étudiants à Bratislava confirme que la majorité des étudiants ne refuse pas l'économie capitaliste par principe, par idéologie ou axiologiquement (dans le sens de Weber); ils acceptent la notion de profit mais en demandent une imposition adéquate. Un tiers souhaiterait devenir des entrepreneurs mais suspecte la manière dont s'acquiert le capital, souvent considérée comme immorale ou illégitime. La légitimité des méthodes de privatisation conditionne l'avenir du processus de privatisation et l'orientation des valeurs de la société. Les partis politiques proposent en effet des projets allant de la privatisation massive à une certaine conception de l'économie mixte. Le projet tchécoslovaque de privatisation a un caractère radical inégalé dans les économies occidentales. Cette différence porte moins sur le redimensionnement du secteur public -- la France et l'Autriche dans lesquels le secteur public est traditionnellement fort ont engagé une telle politique -- que sur l'existence de services publics. Un tel projet se range entre le modèle américain et celui d'Europe occidentale. Comment la société réagira aux expériences acquises pendant la réalisation de ce projet qualifié par ses critiques d'"utopie néo-libérale".

Les relations sociales dans les sociétés post-communistes sont en pleine transformation. On a détruit la "politocratie", l'appareil d'Etat et du parti. Ses composantes les plus actives et les plus riches s'improvisent entrepreneurs et capitalistes dans le cadre de la privatisation, ce qui provoque des protestations morales de ceux qui n'ont pas joui d'avantages dans le passé. Une partie des anciens "politocrates" se reclasse en utilisant ses connaissances et relations. Il se forme en même temps des groupes de politocrates qui sont

privés de leurs anciens privilèges ou déclassés. Les intellectuels forment le groupe qui profite le plus des changements démocratiques. Ils se débarrassent de la "politocratie", tuteur qui a longtemps limité leurs droits et imposé des valeurs et des formes d'activités ne correspondant pas aux nécessités du travail intellectuel. Les nouveaux entrepreneurs considèrent leurs activités soit comme une voie facile pour s'enrichir, soit comme l'occasion d'un travail indépendant non-limité par les titres et les diplômes. Les héritiers de familles d'entrepreneurs ont souvent conservé l'esprit d'entreprise, bien qu'ils n'aient pas pu l'exercer pendant plusieurs décennies. Les processus de mobilité montante et descendante, intra- et inter-générationnelle, seront pendant la période de transition plus dynamiques que dans les sociétés stables. Les ouvriers ne profiteront qu'à long terme des résultats de la réforme économique, à la différence des autres catégories sociales. On peut raisonnablement s'attendre à un accroissement des inégalités sociales, non seulement entre les catégories mais aussi en leur sein.

Les relations sociales se tendent et les différents systèmes de valeurs s'affrontent en s'efforçant d'influencer la transformation de la société. Seuls l'accroissement de la production, la baisse du chômage, hautement symboliques, permettront une atténuation des conflits sociaux, un retour à une vie sociale normale. La légitimité des transformations sociales basée sur les anticipations des acteurs se change en légitimité des transformations réalisées. Le danger d'une réversion du projet de réforme est conjuré. Ce point crucial n'est pas encore atteint mais la société tchèque et slovaque s'en approche.

Les modèles socio-culturels et la transformation économique

V. Krivy, Centre pour l'analyse sociale, Université Komenský

Les opinions et les comportements des populations de la République tchèque (RT) et de la République slovaque (RS) diffèrent considérablement. Ils évoluent spécifiquement dans l'une et l'autre des Républiques, les différences se creusent, les climats sociaux divergent. Les réactions face à la privatisation, à la réforme économique sont ancrées dans ces contextes nationaux, et sans eux, il est impossible de comprendre et d'étudier de manière satisfaisante ces attitudes. Nous souhaitons attirer l'attention sur ces différences importantes, le nombre d'étoiles (*) rend compte du degré de divergence entre les Républiques tchèque et slovaque.

*** La confiance dans les principales institutions et personnalités, symboles de la transition: l'Assemblée fédérale, le gouvernement fédéral, les gouvernements nationaux respectifs, la Communauté Européenne, le président V. Havel et V. Klaus.

*** La religion: la part de croyants est plus grande en RS qu'en RT. Il en résulte une différenciation des "prédispositions essentielles" (rapport à la modernisation, à l'individualisme, statut des valeurs libérales), bien que cela n'ait pas d'incidence directe sur les orientations politiques ou économiques, y compris la privatisation.

** La confiance globale à l'égard du régime et de l'avenir: en comparaison avec la RT, la confiance en RS est nettement plus faible.

** Les problèmes ressentis: en RT, il s'agit surtout de la criminalité, en RS, des problèmes de chômage et de niveau de vie.

** Le niveau de pensée économique. La plupart des citoyens slovaques soutiennent l'opinion économiquement utopique selon laquelle, dans une économie en bonne santé, le plein emploi devrait être assuré. Les citoyens tchèques refusent majoritairement cette idée. Les populations des deux Républiques sont par conséquent différemment préparées à affronter la réalité économique.

** L'appréciation de la réforme économique en cours et l'attente de ses résultats: en RS, la méfiance et le refus ne l'emportent pas sur l'adhésion, mais en comparaison avec la RT, l'appréciation du processus de privatisation est plus sceptique, critique, voire même négative.

** La définition d'une appartenance socio-politique: les différences entre RT et RS concernent l'appartenance "gauche-droite", la plus faible représentation des libéraux et des conservateurs en RS, la nature partiellement différente des conservateurs, ainsi que le nombre important de ceux qui ne savent pas définir leur appartenance en Slovaquie.

** On peut ainsi évaluer les orientations dominantes en RT: la transformation y est comprise comme un processus inévitable, comme un appel et une épreuve. Ceci se retrouve dans les orientations slovaques qui se caractérisent aussi par une tendance à se plaindre, "qu'est-ce qu'ils nous préparent encore", "qu'est-ce qu'ils nous imposent", et par une absence fréquente d'orientation et de compréhension des enjeux.

* Les opinions sur le rôle de l'Etat: en RS, les partisans des entreprises d'Etat, ou d'une économie planifiée et centralisée, ne dominent pas mais leur nombre est bien supérieur à celui constaté en RT. Une nette majorité de Slovaques s'expriment en faveur d'un Etat paternaliste, réclamant du gouvernement qu'il assure des programmes de reconversion dans les entreprises menaçant de licencier massivement.

* Les opinions sur le style de direction politique et les manières de régler les conflits, sur ce qui est acceptable et démocratique.

* La plupart des orientations slovaques révèlent un réflexe de classe dans la perception des problèmes: il existe en particulier des craintes concernant les risques d'une nouvelle exploitation capitaliste et d'une généralisation de la pauvreté. Au-delà des vrais problèmes, comme les inégalités, les stéréotypes mentionnés jouent un rôle important.

* Parmi les orientations des citoyens slovaques, on observe le thème récurrent de l'"identité menacée", lié aux craintes des possibles conséquences néfastes de la transformation ("qu'est que cela va encore apporter?"); en RT, ce sont les craintes de voir échouer la transformation qui dominent ("et si cela ne marchait pas?").

Toutes les différences évoquées entre RT et RS apparaissent de manière significative dans les statistiques. Ce qui est déterminant, c'est la différence de confiance et d'adhésion au processus de transformation. Rappelons l'idée soulignée par I. Možný, en faisant référence à Granovotter: le caractère de toute action économique est influencée par le niveau de confiance du milieu dans lequel elle a lieu: en effet, les résultats évoqués ci-dessus semblent directement liés à un certain niveau de confiance de la population.

Après avoir mentionné un certain nombre de thèmes sur lesquels la RT et la RS représentent presque deux mondes différents, il ne saurait être question de tirer des conclusions hâtives. Les différences réelles de comportements pourraient ne pas être aussi tranchées. Dans la plupart des cas, il s'agit d'attitudes déclarées qu'il faut prendre avec réserve: les gens ont tendance à exprimer de manière catégorique leurs opinions. Le facteur national entre également en ligne de compte. Ainsi sommes-nous peut-être à un stade d'évolution différent. La confiance se change parfois en désillusion, mais un sceptique ne peut être désillusionné. Ce sont quelques explications qui n'effacent pas les différences constatées mais attirent l'attention sur la nécessité de les considérer avec prudence. Ces différences fournissent pour certains la preuve que ces "deux mondes" ne peuvent plus cohabiter, et qu'il est nécessaire de les séparer. Nous ne pouvons souscrire à cette analyse. Cette différence peut être compatible, maîtrisable et productive, sans toutefois occulter les réserves géopolitiques ainsi que les obstacles internes à la transformation.

Conditions sociales et niveau de vie

J. Večerník, Institut de sociologie, ČSAV

Après une longue période de faible évolution des revenus et de la différenciation des revenus, l'année 1991 a connu des changements importants. D'une part, les revenus nominaux ont considérablement augmenté, tandis que leur composition a changé. La part des salaires a baissé, celle des revenus sociaux et "autres" (provenant des biens, des entreprises, de l'étranger) s'est accrue. Le salaire minimum, le minimum retraite, l'allocation chômage minimum ainsi que le minimum vital pour les ménages ont été institués, composantes du filet de protection sociale. La politique gouvernementale a par conséquent visé à réduire la différenciation des revenus. D'autre part, de nouvelles sources de différenciation sont apparues: les revenus de l'entreprise privée, du travail à l'étranger, des biens, des spéculations commerciales et financières, ont augmenté. Les entreprises étrangères présentes en Tchécoslovaquie ont déplacé vers le haut le niveau des salaires. Une part croissante des revenus échappe au dispositif traditionnel de contrôle des salaires et à la fiscalité. L'ouverture de l'économie à l'entreprise et au monde, fût-ce pour l'heure dans des conditions de restriction salariale, a donc contribué à la différenciation des revenus.

Quelle incidence ont ces influences antagonistes? D'après les enquêtes menées en 1991 sur "Les attentes et comportements économiques de la population", les inégalités entre les revenus des ménages ont diminué, tandis que les inégalités entre revenus par individu ou unité de consommation ont augmenté. Globalement, la population slovaque perçoit les changements comme une régression sociale: les inégalités se creusent, et continueront de se creuser, conduisant à moins de justice sociale.

L'accroissement des inégalités entre les revenus provoque l'apparition d'une nouvelle pauvreté. D'après les estimations du Ministère fédéral du Travail et des Affaires sociales, environ 700.000 citoyens (soit 5% de la population) vivent en dessous du seuil minimal. Selon nos propres évaluations, ils seraient plus nombreux (15%). L'écart s'explique en partie par le fait que les estimations officielles ne tiennent pas compte de toutes les réalités (chômage, revenus des ménages retraités...). Par ailleurs, l'augmentation des dépenses courantes se traduit par des difficultés financières pour les ménages. Les problèmes financiers s'expliquent principalement par les transformations sociales (qualification, territoire), dans une certaine mesure par les types de comportements (une orientation de gauche signifie de plus grandes difficultés financières).

Pour l'heure, la politique économique et sociale est définie en méconnaissant les mécanismes et les liaisons internes entre la sphère économique et la sphère sociale, les impôts et les allocations, l'activité professionnelle et la protection sociale. Bien entendu les gens n'ont pas eux-mêmes une vision cohérente des rapports entre le travail et le niveau de vie. Il s'agit là d'une conséquence de la décomposition de l'échelle des fonctions dans la société. Ainsi on ne peut attendre de consistance là où elle n'existe ni au niveau des législateurs, ni dans le fonctionnement des mécanismes. Cette inconsistance est illustrée par le fait que le statut de la pauvreté et de la richesse est quelque peu asymétrique dans les consciences. Le manque de légitimité de la richesse exprime un recul général de la pensée libérale, recul qui pourrait s'avérer être une tendance durable: moins de gens soutiennent les forces libres du marché, moins de gens réclament une différenciation entre les revenus, plus de gens attendent de la part de l'Etat un règlement de leurs problèmes.

Le gouvernement ne parvient pas à passer un nouveau "contrat social" avec la population. Il a proposé un nouveau contrat dont les garanties matérielles sont provisoirement plus faibles mais qui ménage la possibilité pour l'individu de s'en délier dans le cadre d'une compétition ouverte par une performance plus grande, par des responsabilités plus importantes, par une prise de risque accrue, selon les canons de la pensée libérale. Un sentiment domine: les conditions de départ n'étaient pas identiques pour tout le monde, ceux qui se serrent aujourd'hui la ceinture sont les mêmes qu'auparavant. L'orientation vers la démocratie sociale se confirme: mais est-ce un retour en arrière ou une avancée? Régresse-t-elle vers le paternalisme étatique, ou progresse-t-elle vers la combinaison d'un secteur privé fort et d'un secteur public fort? Les élections esquisseront probablement une réponse.

Changement de statut socio-professionnel dans les années 1989-91

P. Kuchař, Faculté des sciences sociales, Université Charles

L'un des axes majeurs du processus de transformation est sans doute le changement de la structure économique de la société, et notamment la nécessaire réforme du marché du travail. Les résultats de l'enquête sur la transformation de la structure sociale de la société tchécoslovaque (automne 1991) mettent en évidence cette nécessité. Dans le cadre d'une analyse approfondie des mouvements ayant affecté la position socio-professionnelle de la population active, un groupe de personnes qui ont affirmé avoir changé de statut au cours des deux dernières années a été retenu. Cette communication traite des changements à l'intérieur de ce groupe de personnes "mobiles".

Les changements dans la sphère de l'emploi ont touché, entre l'automne 1989 et l'automne 1991, environ un cinquième des actifs (21% en pays tchèques et 16% en Slovaquie). Au cours de cette même période, un cinquième de ceux qui ont connu un changement ont été au chômage pendant 6 mois au maximum. Les

trois quart des personnes "mobiles" travaillaient en 1989 dans le secteur d'Etat. A l'automne 1991, 60% d'entre eux était encore dans le secteur public, un tiers avait rejoint le secteur privé. Les changements ont été plus importants dans le dernier quart des personnes "mobiles" qui appartenaient au secteur coopératif: 27% d'entre eux demeurent employés dans ce secteur, 40% ont rejoint le secteur public, près d'un tiers le secteur privé. Le secteur privé est constitué aujourd'hui d'une grande majorité d'anciens employés du secteur d'Etat (79%) et représente un tiers de l'ensemble des personnes "mobiles".

Les transformations sociales se sont également manifestées chez les cadres. Parmi ceux qui exerçaient une fonction de direction en 1989, seul 13% l'exercent encore, 22% ont une fonction moins importante et le reste a été évincé. Inversement, ceux qui occupaient une haute fonction de responsabilité en 1991 provenaient pour moitié de fonctions inférieures et un tiers n'exerçaient aucune fonction importante auparavant. La mobilité des anciens cadres dirigeants a signifié dans une large mesure un recul de leur influence.

La mobilité socio-professionnelle exprime une réalité complexe qui est définie par plusieurs critères (profession, éducation, fonction dirigeante, secteur). Peu de changements inter- et infra professionnels de grande ampleur ont été enregistrés. Cette situation est fortement liée à la structure des groupes professionnels. La plus grande part de voies ascendantes a été enregistrée dans le secteur financier, où elles ont concerné plus d'un tiers des personnes, et dans le commerce, où elles ont touché un quart des employés. Par opposition, les voies descendantes ont affecté les professions relatives à l'enseignement et à la culture, en concernant 50% des personnes interrogées de ces secteurs. Dans les professions administratives et dans la justice, la part des ascensions et des régressions est identique (17%). Conformément aux attentes, les bénéficiaires des voies ascendantes perçoivent positivement leurs perspectives professionnelles et leur évolution personnelle, alors qu'un recul est accompagné d'appréciations négatives.

Le fait que les changements de profession aient affecté seulement un cinquième des personnes interrogées témoigne des faibles transformations du marché du travail. De plus, une grande partie de ces changements ne s'est pas effectuée dans le cadre des transformations structurelles de l'économie mais est l'expression d'un changement des organes dirigeants et administratifs après les bouleversements politiques. En conclusion, les transformations n'ont touché la sphère de l'emploi que de manière limitée, ce qui se traduit par une grande crainte vis-à-vis des évolutions à venir.

Perception de l'inégalité et de la justice sociale en Tchécoslovaquie

P. Matějů, Institut de sociologie, ČSAV

Les changements économiques et politiques dans les pays anciennement communistes d'Europe centrale et orientale ont engendré d'importantes évolutions concernant la stratification sociale et le niveau des inégalités. La concomitance de ces changements n'est pas sans poser certains problèmes. Tout d'abord, la temporalité de la sédimentation de la nouvelle stratification sociale diffère de celle des changements affectant les structures économiques et politiques. Ensuite, la poursuite des mutations systémiques et en particulier de la réforme économique dépendent de l'émergence de nouvelles couches sociales. La poursuite des transformations sera fonction de la rapidité et de la profondeur avec laquelle universalisme et méritocratie pénétreront les couches sociales de ces pays.

Deux questions apparaissent centrales dans l'optique d'une description objective et d'une appréciation des perceptions relatives aux changements sociaux intervenus depuis 1989: Comment la population perçoit-elle le développement des inégalités? Interprète-t-elle les inégalités dans la société post-communiste comme plus ou moins de justice? Sur la base des données tirées de la première étude sur la stratification sociale dans la Tchécoslovaquie post-communiste (octobre 1991) et d'une étude internationale sur la justice sociale (juillet 1991), il est possible de distinguer des profils de "gagnants" et de "perdants" de la transition. Les individus et les groupes ayant relativement aux autres le plus bénéficié de la distribution et de la redistribution socialistes -- bureaucrates, individus participant au régime communiste, ceux possédant un faible niveau d'éducation -- interprètent les évolutions récentes comme allant vers moins de justice sociale.

A l'inverse, les perdants types du système précédent -- individus possédant une formation supérieure, travailleurs indépendants -- estiment qu'il y a plus de justice sociale aujourd'hui.

L'analyse des perceptions concernant les facteurs de succès et de progression dans la transformation socio-économique permet de mettre en évidence les tendances par rapport à l'introduction de l'universalisme et de la méritocratie. Une partie de la population interprète la transformation comme favorisant l'avènement d'un système méritocratique. La ligne de partage dans la population recoupe celle évoquée ci-dessus. L'opposition égalitarisme/réussite personnelle demeure influencée par l'idéologie communiste. La compréhension de la justice redistributive dans la Tchécoslovaquie post-communiste s'en trouve affectée.

En conclusion, la transformation post-communiste engendre une polarisation de la société, en particulier en ce qui concerne les perceptions de l'évolution des inégalités. Cette polarisation est probablement plus forte que dans des sociétés stables et rend un consensus social sur les principes généraux de la justice sociale assez faible et improbable.